

## Capitalisme : comme s'il ne s'était rien passé...

Thierry Bodson - Secrétaire général de la FGTB wallonne

Jean-Pascal Labille - Secrétaire général de l'Union des Mutualités Socialistes au 1<sup>er</sup> janvier 2010

Alors que les signes d'une timide reprise économique se font sentir, et sans vouloir jouer les trouble-fête, il nous semble opportun de consacrer quelques lignes à combattre l'amnésie. L'amnésie des causes et des conséquences de la crise. L'amnésie des responsabilités. L'amnésie des bonnes résolutions. Les coupables ont la mémoire courte et préfèrent, sous prétexte que le BEL 20 sort la tête de l'eau, minimiser les dangers d'un système bancaire, financier, mais aussi économique qui a montré ses limites et dont l'implosion récente nous laisse, entre autres retombées empoisonnées, des dizaines de milliers de travailleurs sur le carreau, des finances publiques mal en point et un déficit de la sécurité sociale à combler.

Et l'on se demande si le tapage médiatique qui entoure l'hypothétique relance n'a pas pour unique objectif de stimuler, comme si de rien n'était, les vénérés marchés. Déjà, les publicités des banques et des compagnies d'assurances reviennent polluer l'espace public de leur miroir aux alouettes. Les slogans les plus inconvenants fleurissent sur les quais de gare, les abribus, les façades. « La Bourse pour toutes les bourses », osent même certains. Tout comme Paul Krugman<sup>1</sup>, on en arriverait presque à regretter que cette crise n'ait pas fait plus mal... afin que des mesures drastiques et salutaires s'imposent d'elles-mêmes. De nombreux économistes reconnus concluent pourtant en chœur que l'autorégulation du marché est définitivement un leurre : Etienne de Callatay<sup>2</sup>, qu'on ne peut pas exactement suspecter de gauchisme, fait son mea culpa alors qu'Eric De Keuleneer<sup>3</sup> en appelle à démasquer les lobbies bancaires et au courage politique.

Bruno Colmant - hier encore patron de la Bourse de Bruxelles - aux commandes de Fortis holding, après la déroute et la revente précipitée des 75% les plus rentables de Fortis à BNP Paribas. Nul ne doute que ce missionnaire du néolibéralisme et farouche opposant à toute forme de régulation saura trouver les moyens de remettre du baume au cœur des actionnaires. Le co-auteur de « l'efficacité des marchés », après avoir déclaré que le « capitalisme est l'ordre naturel des sociétés humaines » (Le Soir, février 2008), se dit aujourd'hui convaincu que « l'économie de marché suscite, de manière naturelle, la discipline ». Alors qu'une débâcle mondiale vient de démontrer le contraire, la foi de cet homme-là est déconcertante! Ainsi donc, dans sa conception de l'économie, les 110.000 chômeurs supplémentaires annoncés pour 2010 ainsi que l'augmentation de la dette publique de l'Etat nés de la crise, ne seraient que les dégâts collatéraux et inévitables d'une guerre sainte menée par les croisés du capitalisme.

**Aujourd'hui, alors que la spéculation financière retrouve des couleurs, les responsables de la crise restent impunis.**

Il y a quelques mois, l'ensemble de la classe politique nationale et internationale n'avait pas de mots assez durs pour qualifier les excès du système, l'escroquerie et l'indécence de certains banquiers. « Réguler » était devenu le credo commun. Aujourd'hui, alors que la spéculation financière retrouve des couleurs, les responsables restent impunis. Aucune régulation digne de ce nom n'a vu le jour.

En revanche, des personnalités, dont la confiance dans le capitalisme dérégulé n'a d'égal que leur mépris de la chose publique et de l'intérêt général, se retrouvent propulsées, avec l'assentiment général, au plus haut niveau des institutions financières de ce pays. C'est ainsi que nous assistons à l'avènement de



**Les coupables ont la mémoire courte et préfèrent minimiser les dangers d'un système bancaire, financier, mais aussi économique qui a montré ses limites.**

Les banques, désormais subsidiées par l'argent du contribuable, vont-elles malgré tout impunément reprendre le chemin du prochain crash ?  
On dirait que oui...

## La « ringardisation » de la solidarité a vécu

Nous sommes toutes et tous plus ou moins sous l'influence de trois décennies de discours libéral bétonné de certitudes : il faut travailler plus longtemps, les fonctionnaires coûtent trop cher, la rage taxatoire nous étrangle, les charges sociales sont insoutenables, seule la capitalisation peut financer les pensions, etc. La stratégie du néolibéralisme, qui a en partie reposé sur la ringardisation des services publics, s'attelle aujourd'hui à ringardiser la notion même de solidarité. Les organisations sociales que nous représentons, avec celles et ceux que nous défendons, feront barrage à cette nouvelle offensive idéologique.

Car, pour paraphraser une citation connue : « tout ce qu'il faut pour que le mal triomphe, c'est que les braves gens ne fassent rien ! ».

Il nous tient à cœur d'empêcher l'amnésie et de rappeler que la crise résulte d'une croissance mal répartie, d'inégalités sociales, d'endettements orchestrés des populations et d'un manque de régulation de la sphère financière qui s'est avéré fatal. La sécurité sociale et les services publics sont hors de cause.

En cette période de déficit budgétaire, la mise à contribution du monde du capital est inéluctable, à travers des choix politiques courageux qui éviteront des sacrifices aux seuls travailleurs.

La logique élémentaire serait d'exiger des banques qu'elles commencent à rembourser l'Etat... puisqu'elles renouent fièrement avec des bénéfices de plusieurs centaines de millions...

Tôt ou tard, il faudra bien oser une fiscalité sur les revenus du capital et appliquer la levée du secret bancaire. Il faudra bien braver le tabou de la réduction collective du temps de travail comme solution au chômage. Il faudra bien envisager, enfin, de sortir du « capitalisme du désastre<sup>4</sup> » pour construire un autre modèle, basé sur la solidarité, le développement durable et la justice sociale.

Sinon, à quoi bon parler de changement ?

---

<sup>1</sup> Professeur d'économie à l'Université de Princeton et Prix Nobel d'Economie en 2008.

<sup>2</sup> Economiste en chef à la Banque Degroof.

<sup>3</sup> Professeur à Solvay Brussels School of Economics and Management.

<sup>4</sup> Naomi KLEIN, La Stratégie du Choc, Actes Sud, 2008.